

# Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Amable

Code géographique : 59015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carmen McDuff, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Amable pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.  
(Nom de l'organisme)

Date

2014-06-03

Signature



## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de de la Ville de St-Amable et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de St-Amable et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de St-Amable inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

*Morreau, Boisselle,  
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

*Robert Brunelle, CPA auditeur, CA*

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2013-06-03



**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	10 879 162	11 142 448	11 447 441			11 447 441
Compensations tenant lieu de taxes	2	175 978	184 696	239 584			239 584
Quotes-parts	3					1 763 912	
Transferts	4	1 040 902	1 028 345	1 402 620		92 593	1 402 841
Services rendus	5	404 344	215 037	257 997		171 722	284 005
Imposition de droits	6	907 132	612 538	892 705			892 705
Amendes et pénalités	7	43 227	45 000	51 849		229 976	200 993
Intérêts	8	77 427	75 250	85 935		10 123	95 162
Autres revenus	9	283 812	62 200	146 744		25 999	172 743
	10	13 811 984	13 365 514	14 524 875		2 294 325	14 735 474
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12					44 996	44 996
Transferts	13	383 314		350 196		(40 812)	309 384
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	16						
	17	383 314		350 196		4 184	354 380
	18	14 195 298	13 365 514	14 875 071		2 298 509	15 089 854
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	1 816 523	1 865 507	1 967 468	152 222		2 119 690
Sécurité publique	20	1 872 277	1 984 180	2 054 565	120 055	1 595 261	2 309 948
Transport	21	1 807 190	1 913 434	1 917 857	1 020 985	242 606	2 950 601
Hygiène du milieu	22	1 899 158	1 868 416	1 973 053	1 152 909	391 450	3 125 962
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	901 349	1 050 251	1 596 731	3 256		1 599 987
Loisirs et culture	25	904 414	920 676	925 280	243 440		1 168 720
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 486 242	1 361 771	1 379 699		39 436	1 417 639
Amortissement des immobilisations	28	2 286 216	2 080 723	2 692 867	( 2 692 867 )		
	29	12 973 369	13 044 958	14 507 520		2 268 753	14 692 547
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	1 221 929	320 556	367 551		29 756	397 307

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 221 929		320 556		367 551	29 756	397 307
Moins: revenus d'investissement	2	( 383 314 )	( )	( )	( )	( 350 196 )	( 4 184 )	( 354 380 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	838 615		320 556		17 355	25 572	42 927
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	2 286 216		2 080 723		2 692 867	161 983	2 854 850
Produit de cession	5						13 558	13 558
(Gain) perte sur cession	6	1 124					3 357	3 357
Réduction de valeur / Reclassement	7	(658)						
	8	2 286 682		2 080 723		2 692 867	178 898	2 871 765
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9	6 832						
Réduction de valeur / Reclassement	10	658						
	11	7 490						
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	351 644		360 000		635 797		635 797
Remboursement de la dette à long terme	17	( 1 762 416 )	( )	( 1 947 470 )	( )	( 1 947 470 )	( 97 781 )	( 2 045 251 )
	18	(1 410 772)		(1 587 470)		(1 311 673)	(97 781)	(1 409 454)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 945 202 )	( )	( 743 671 )	( )	( 1 221 262 )	( 1 493 )	( 1 222 755 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					3 136	2 979	6 115
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 000				331 000	172 925	503 925
Réserves financières et fonds réservés	22	(218 491)		(70 138)		(72 317)	(15 501)	(87 818)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(1 778)	(1 778)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(1 113 693)		(813 809)		(959 443)	157 132	(802 311)
	26	(230 293)		(320 556)		421 751	238 249	660 000
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	608 322				439 106	263 821	702 927

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Revenus d'investissement</b>	1	383 314		350 196	4 184	354 380
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 1 350 )	( 8 455 )	( 163 037 )	( )	( 163 037 )
Sécurité publique	3	( 18 046 )	( 7 000 )	( 16 576 )	( 37 592 )	( 54 168 )
Transport	4	( 144 097 )	( 57 500 )	( 528 307 )	( 1 493 )	( 529 800 )
Hygiène du milieu	5	( 2 933 848 )	( 651 716 )	( 735 679 )	( 44 996 )	( 780 675 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( 179 631 )	( 19 000 )	( 113 150 )	( )	( 113 150 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 3 276 972 )	( 743 671 )	( 1 556 749 )	( 84 081 )	( 1 640 830 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 4 903 )	( )	( 236 828 )	( )	( 236 828 )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 309 752		100 000	35 325	135 325
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	945 202	743 671	1 221 262	1 493	1 222 755
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15				16 905	16 905
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	51 329				
	18	996 531	743 671	1 221 262	18 398	1 239 660
	19	24 408		(472 315)	(30 358)	(502 673)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	407 722		(122 119)	(26 174)	(148 293)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 221 929	320 556	367 551	29 756	397 307
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	3 276 972 ) (	743 671 ) (	1 556 749 ) (	84 081 ) (	1 640 830 )
Produit de cession	3				13 558	13 558
Amortissement	4	2 286 216	2 080 723	2 692 867	161 983	2 854 850
(Gain) perte sur cession	5	1 124			3 357	3 357
Réduction de valeur / Reclassement	6	(658)				
	7	(990 290)	1 337 052	1 136 118	94 817	1 230 935
Variation des propriétés destinées à la revente	8	2 588		(236 828)		(236 828)
Variation des stocks de fournitures	9	(14 868)		(3 511)	403	(3 108)
Variation des autres actifs non financiers	10	(10 644)		117 797	(1 369)	116 428
	11	(22 924)		(122 542)	(966)	(123 508)
	12	208 715	1 657 608	1 381 127	123 607	1 504 734
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	208 715	1 657 608	1 381 127	123 607	1 504 734
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(35 605 595)		(35 396 880)	(311 039)	(35 707 919)
Redressement aux exercices antérieurs	16				75 840	75 840
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(35 605 595)		(35 396 880)	(235 199)	(35 632 079)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(35 396 880)		(34 015 753)	(111 592)	(34 127 345)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	1 466 905	4 113 536		4 113 536
Placements temporaires	2			693 998	693 998
Débiteurs (note 5)	3	6 152 137	5 692 884	242 303	5 935 187
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	7 619 042	9 806 420	936 301	10 742 721
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11		2 995 387		2 995 387
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 193 028	996 436	324 236	1 320 672
Revenus reportés (note 12)	13	657 222	943 732	260	943 992
Dette à long terme (note 13)	14	41 165 672	38 886 618	605 653	39 492 271
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			117 744	117 744
	16	43 015 922	43 822 173	1 047 893	44 870 066
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(35 396 880)	(34 015 753)	(111 592)	(34 127 345)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	77 162 063	76 025 945	1 852 971	77 878 916
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	434 475	671 303		671 303
Stocks de fournitures	20	108 593	112 104	6 113	118 217
Autres actifs non financiers (note 17)	21	172 051	54 254	15 372	69 626
	22	77 877 182	76 863 606	1 874 456	78 738 062
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	837 735	1 092 205	286 365	1 378 570
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 511 099	1 433 916	218 432	1 652 348
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( )	( 1 909 906 )	( 30 063 )	( 1 939 969 )
Financement des investissements en cours	26	(323 154)	(445 273)		(445 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	40 454 622	42 676 911	1 288 130	43 965 041
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	42 480 302	42 847 853	1 762 864	44 610 717

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 221 929	367 551	29 756	397 307
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 286 216	2 692 867	161 983	2 854 850
Autres					
- Perte(gain)cession d'immo	3	1 124		2 476	2 476
- Variation % QP	4			(50 782)	(50 782)
	5	3 509 269	3 060 418	143 433	3 203 851
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	854 944	459 253	7 987	467 240
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(147 258)	(196 592)	68 897	(127 695)
Revenus reportés	9	98 124	286 510	(150)	286 360
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			(11 909)	(11 909)
Propriétés destinées à la revente	11	1 930	(236 828)		(236 828)
Stocks de fournitures	12	(14 868)	(3 511)	402	(3 109)
Autres actifs non financiers	13	(10 644)	117 797	(1 104)	116 693
	14	4 291 497	3 487 047	207 556	3 694 603
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	3 276 972 ) (	1 556 749 ) (	84 081 ) (	1 640 830 )
Produit de cession	16			13 558	13 558
	17	(3 276 972)	(1 556 749)	(70 523)	(1 627 272)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	3 083 100	100 000	76 137	176 137
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 584 400 ) (	2 469 000 ) (	97 781 ) (	2 566 781 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(84 997)	2 995 387	(31 418)	2 963 969
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	52 170	89 946		89 946
Autres					
-	27				
-	28				
	29	465 873	716 333	(53 062)	663 271
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	1 480 398	2 646 631	83 971	2 730 602
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	(13 493)	1 466 905	610 027	2 076 932
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	1 466 905	4 113 536	693 998	4 807 534

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Rémunération</b>	1	2 141 210	2 239 420	2 292 485	1 130 550	3 423 035
<b>Charges sociales</b>	2	453 763	466 440	484 913	327 047	811 960
<b>Biens et services</b>	3	2 417 065	2 752 656	3 551 268	599 551	4 150 819
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 340 303	1 217 746	1 245 105	4 272	1 249 377
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	145 553	129 025	130 859		130 859
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	386	15 000	3 735	35 164	37 403
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	3 862 319	3 929 919	3 823 661		1 741 431
Autres	10			79 208		79 208
Autres organismes	11	80 331	1 650	1 721	10 186	11 907
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	2 286 216	2 080 723	2 692 867	161 983	2 854 850
<b>Autres</b>						
-	13	246 223	212 379	201 698		201 698
-	14					
-	15					
	16	12 973 369	13 044 958	14 507 520	2 268 753	14 692 547

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	11 142 448	11 447 441	10 879 162
Compensations tenant lieu de taxes	2	184 696	239 584	175 978
Quotes-parts	3	120 887	44 996	78 993
Transferts	4	1 028 572	1 712 225	1 437 332
Services rendus	5	234 532	284 005	436 969
Imposition de droits	6	612 538	892 705	907 132
Amendes et pénalités	7	168 568	200 993	150 502
Intérêts	8	79 351	95 162	87 088
Autres revenus	9	63 077	172 743	301 141
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	13 634 669	15 089 854	14 454 297
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	1 913 826	2 119 690	1 875 090
Sécurité publique	13	2 229 423	2 309 948	2 107 523
Transport	14	2 599 317	2 950 601	2 663 648
Hygiène du milieu	15	2 895 461	3 125 962	2 968 472
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 053 507	1 599 987	904 605
Loisirs et culture	18	1 114 774	1 168 720	1 099 230
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 412 710	1 417 639	1 529 036
	21	13 219 018	14 692 547	13 147 604
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	415 651	397 307	1 306 693
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		44 311 033	43 001 905
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(97 623)	2 435
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		44 213 410	43 004 340
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		44 610 717	44 311 033

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	415 651	397 307	1 306 693
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	1 640 830 ) (	3 368 038 )
Produit de cession	3		13 558	10 596
Amortissement	4		2 854 850	2 472 348
(Gain) perte sur cession	5		3 357	(1 494)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(658)
	7		1 230 935	(887 246)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(236 828)	2 588
Variation des stocks de fournitures	9		(3 108)	(11 467)
Variation des autres actifs non financiers	10		116 428	(16 334)
	11		(123 508)	(25 213)
	12	415 651	1 504 734	394 234
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	415 651	1 504 734	394 234
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(35 707 919)	(36 102 010)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		75 840	(143)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(35 632 079)	(36 102 153)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(34 127 345)	(35 707 919)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	4 113 536	1 466 905
Placements temporaires	2	693 998	611 192
Débiteurs (note 5)	3	5 935 187	6 340 372
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	10 742 721	8 418 469
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		1 166
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 995 387	48 244
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 320 672	1 378 278
Revenus reportés (note 12)	13	943 992	657 442
Dette à long terme (note 13)	14	39 492 271	41 911 605
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	117 744	129 653
	16	44 870 066	44 126 388
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(34 127 345)	(35 707 919)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	77 878 916	79 281 440
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	671 303	434 475
Stocks de fournitures	20	118 217	115 108
Autres actifs non financiers (note 17)	21	69 626	187 929
	22	78 738 062	80 018 952
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	44 610 717	44 311 033

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	397 307	1 306 693
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 854 850	2 472 348
Autres			
- Perte (gain) sur cession d'imm	3	2 476	(1 494)
- Variations % QP	4	(50 782)	(2 782)
	5	3 203 851	3 774 765
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	467 240	847 683
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(127 695)	(163 856)
Revenus reportés	9	286 360	90 378
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(11 909)	47 204
Propriétés destinées à la revente	11	(236 828)	1 930
Stocks de fournitures	12	(3 109)	(11 467)
Autres actifs non financiers	13	116 693	(16 333)
	14	3 694 603	4 570 304
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 1 640 830 )	( 3 368 038 )
Produit de cession	16	13 558	10 596
	17	(1 627 272)	(3 357 442)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	176 137	3 406 420
Remboursement de la dette à long terme	24	( 2 566 781 )	( 2 688 447 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 963 969	(400 855)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	89 946	52 170
Autres			
-	27		
-	28		
	29	663 271	369 288
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	2 730 602	1 582 150
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	2 076 932	494 778
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	4 807 534	2 076 928

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Amable est constituée en vertu du Code Municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

*[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]*

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers de consolidés présentent les actifs, les passifs les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à valeur de consolidation.

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation de fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La Ville participe aux partenariats suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Régie Interm. de Police	X	
Régie Interm. des eaux	X	
Régie de la gare	X	
CIT	X	

L'entente intermunicipale avec la Régie de Police Richelieu St-Laurent est venu à échéance le 13 mai 2014. En date du 3 juin 2014, cet entente n'était pas encore renouvelée.

#### B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont préparés selon la comptabilité d'exercice. Cette comptabilité consiste à reconnaître les revenus et dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou décaissement ou toute autre façon. Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception. Les revenus

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d'intérêts sont comptabilisés selon la comptabilité d'exercice.

**C) Actifs financiers**

S.O.

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La valeur au marché correspond à la valeur de remplacement.

**Immobilisations**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement des immobilisations est calculé selon les méthodes d'amortissement reconnues, et est établi linéairement selon leur durée de vie utile, qui varie de un à quarante ans.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Provenant de la consolidation régie de police Richelieu Saint-Laurent****Régime de retraite à cotisations déterminées:**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du Régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projections des salaires futurs et ce à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante: Valeur liée au marché-3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1 janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
  - pour le montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet sur la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
  - pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

**H) Instruments financiers****Juste valeur des instruments financiers**

Les justes valeurs de l'encaisse, des débiteurs, des emprunts temporaires, des créditeurs et frais courus et des revenus reportés correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**I) Autres éléments**

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les revenus et les dépenses présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

Actifs non financiers

Les actifs non financiers, sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents se composent des fonds en caisse, des soldes bancaires et des placements dans des instruments du marché monétaire.

Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeur de l'encaisse, des débiteurs et des créditeurs et frais courus correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

Les justes valeurs des éléments de la dette à long terme sont déterminées au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon des taux d'intérêts offerts sur le marché à la société pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Ces justes valeurs correspondent sensiblement à leurs valeurs comptables.

**3. Modification de méthodes comptables**

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	4 113 536	1 466 905
Placements temporaires	2	474 835	453 298
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
Fonds de roulement	383 880\$		
Fonds des Parcs	483 896\$		
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	886 245	833 443
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 608 455	5 063 114
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	54 776	71 784
Organismes municipaux	8	138 615	55 039
Autres			
- Mutations	9	153 991	210 510
- Autres débiteurs	10	93 105	106 482
	11	5 935 187	6 340 372
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	4 005 893	4 341 419
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	4 005 893	4 341 419
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	8 431	7 371
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(117 744)	(129 653)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( )	( )
	27	<u>(117 744)</u>	<u>(129 653)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	172 398	157 825
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	38 869	
Autres régimes (REER et autres)	31	71 920	104 943
Régimes de retraite des élus municipaux	32	23 199	23 862
	33	<u>306 386</u>	<u>286 630</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>			
La municipalité dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 300 000\$, remboursable à demande et portant intérêts au taux de 3%. Un montant de 2 995 387\$ était utilisé au 31 décembre 2013.			
<b>11. Crédoiteurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	556 851	600 643
Salaires et avantages sociaux	38	407 715	384 171
Dépôts et retenues de garantie	39	87 964	114 776
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus DLT	42	158 396	168 002
- Autres	43	107 514	107 003
- Organismes municipaux	44	1 268	2 382
- Taxes à la consommation	45	964	1 301
-	46		
	47	<u>1 320 672</u>	<u>1 378 278</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	38 992	47 472
Transferts	49	123	
Autres			
- RREM	50	5 280	7 905
- Autres	51	899 597	602 065
	52	943 992	657 442
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,50	4,00	2013	2017	53	39 600 847	42 103 189
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3,25	8,36	2014	2016	59	23 806	30 744
Autres					60		
					61	39 624 653	42 133 933
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 132 382 )	( 222 328 )
					63	39 492 271	41 911 605

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2013</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	2 489 438	80	15 009	89	97	2 504 447
2015	65	73	2 502 570	81	6 548	90	98	2 509 118
2016	66	74	2 570 142	82	3 036	91	99	2 573 178
2017	67	75	2 787 673	83		92	100	2 787 673
2018	68	76	2 672 312	84		93	101	2 672 312
2019 et +	69	77	26 578 713	85		94	102	26 578 713
	70	78	39 600 848	86	24 593	95	103	39 625 441
Intérêts et frais accessoires				87	( 788 )		104	( 788 )
	71	79	39 600 848	88	23 805	96	105	39 624 653

**Note**

	2013	2012
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité		106
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes		107
Autres		108
		109

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>15. Immobilisations</b>		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	13 286 535	138		165		192	13 286 535
Eaux usées	111	34 771 430	139	6 173	166		193	34 777 603
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	28 581 079	140	161 206	167		194	28 742 285
Autres	113	2 830 633	141		168	8 485	195	2 822 148
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	11 060 252	143	459 233	170	146 331	197	11 373 154
Améliorations locatives	116	89 345	144	439	171	41 655	198	48 129
Véhicules	117	1 951 265	145	60 262	172	(36 146)	199	2 047 673
Ameublement et équipement de bureau	118	1 022 323	146	26 274	173	7 736	200	1 040 861
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 703 167	147	137 371	174	8 710	201	3 831 828
Terrains	120	1 400 284	148	154 652	175	2 452	202	1 552 484
Autres	121	45 595	149	54 415	176	18 922	203	81 088
	122	<u>98 741 908</u>	150	<u>1 060 025</u>	177	<u>198 145</u>	204	<u>99 603 788</u>
Immobilisations en cours	123	<u>6 680 137</u>	151	<u>580 805</u>	178	<u>29 141</u>	205	<u>7 231 801</u>
	124	<u>105 422 045</u>	152	<u>1 640 830</u>	179	<u>227 286</u>	206	<u>106 835 589</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	8 068 293	153	337 809	180		207	8 406 102
Eaux usées	126	5 294 353	154	851 995	181		208	6 146 348
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	6 660 649	155	716 838	182		209	7 377 487
Autres	128	765 525	156	144 015	183	3 291	210	906 249
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	1 409 683	158	285 555	185	1 562	212	1 693 676
Améliorations locatives	131	35 230	159	9 483	186	(1 611)	213	46 324
Véhicules	132	978 802	160	164 537	187	9 485	214	1 133 854
Ameublement et équipement de bureau	133	399 013	161	104 405	188	7 227	215	496 191
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 495 704	162	234 068	189	8 484	216	2 721 288
Autres	135	33 353	163	6 145	190	10 344	217	29 154
	136	<u>26 140 605</u>	164	<u>2 854 850</u>	191	<u>38 782</u>	218	<u>28 956 673</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>79 281 440</u>					219	<u>77 878 916</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	117 291	223	26 492	225	16 545	227	127 238
Amortissement cumulé	221	(86 468)	224	(24 725)	226	(14 558)	228	(96 635)
Valeur comptable nette	222	<u>30 823</u>					229	<u>30 603</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	671 303	434 475
	233	671 303	434 475
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	671 303	434 475

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	12 588	142 958
Frais reportés			
- Honoraires d'éval.foncière	237	54 254	40 691
- Frais d'émission de la dette	238	2 784	4 280
	239	69 626	187 929

**Note****18. Obligations contractuelles**

La municipalité est membre de la Municipalité régionale de comté de Marguerite D'Youville (M.R.C.). De ce fait, elle doit assumer sa part des dépenses de cet organisme.

La municipalité est membre de la Communauté métropolitaine de Montréal. Elle doit donc assumer sa part des dépenses de cet organisme. La quote-part prévue pour 2013 est de 135 078\$

La municipalité a octroyé un contrat de 3 ans échéant le 30 avril 2014 d'un montant total de 468 201\$ avant taxes pour l'enlèvement de la neige.

La municipalité a octroyé un contrat de 3 ans échéant le 31 décembre 2013 d'un montant total de 65 889\$ avant taxes pour la tonte de gazon et l'aménagement paysager.

La part de la municipalité dans les engagements contractuels de la Régie Intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent pour les 5 prochains exercices est de :

Location d'équipement: 5 329\$ en 2014, 2 551\$ en 2015, 1 312\$ en 2016, 501\$ en 2017 et 371\$ en 2018.

Location d'immeuble: 9 730\$ en 2014.

La part de la municipalité dans les engagements contractuels du CIT est, en vertu d'un contrat échéant en juin 2022, à verser une somme approximative de 2 114 449\$ à un transporteur. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 191 691\$ en 2014, 201 438\$ en 2015, 211 402\$ en 2016, 222 015\$ en 2017 et 233 062\$ en 2018 et en vertu d'un contrat de gestion des opérations échéant en 2018, à verser une somme de 25 992\$. Les versements approximatifs exigibles au cours des prochains exercices se détaillent comme suit: 4 982\$ en 2014, 4 982\$ en 2015, 11 263\$ en 2016, 5 198\$ en 2017 et 5 415\$ en 2018.



## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

---

La part de la municipalité dans l'engagement de la Régie de la Gare, en vertu d'un bail commercial échéant le 30 juin 2022, à verser des loyers totalisant 17 159\$. Les paiements minimum exigibles en vertu de ce contrat de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 1 907\$ par année.

### 19. Éventualités

#### a) Cautionnement et garantie

La municipalité s'est engagée à cautionner un montant de 770 000\$, pour la construction du Centre de la petite enfance, correspondant au coût de l'emprunt, au terme de 15 ans. Le solde de cet emprunt au 31 décembre 2013 est de 197 410\$.

#### b) Auto-assurance

La municipalité assume l'auto-assurance de l'invalidité courte durée conjointement avec un programme supplémentaire de chômage.

La municipalité assume aussi en partie l'auto-assurance de l'invalidité court terme pour les employés cadres de la Régie Intermunicipale Richelieu-Saint-Laurent.

#### c) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie Intermunicipale de Police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ses employés, pour une somme indéterminée.

La régie croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

Le CIT fait l'objet d'une mise en demeure instituée par l'ancien transporteur dont la part de la municipalité est de 97 470\$ pour des dommages-intérêts causés suite à la fin de son contrat de transport en commun de personnes le 31 décembre 2011. La direction est d'avis que cette réclamation est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

#### d) Autres

##### ENVIRONNEMENT

Compte tenu des lois sur l'environnement, il est possible que le niveau de contamination de certains terrains détenus par la Ville excède les normes en vigueur. La Ville n'est pas en mesure de prévoir l'importance des exigences futures dans le domaine et elle ne peut donc présentement établir le coût des mesures correctrices à apporter, ni leur mode de financement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Des redressements ont été nécessaires pour refléter les variations dans les quotes-parts des régies intermunicipales faisant partie du périmètre

	2013	2012
- État consolidé des résultats	(92 763) \$	2 435 \$
- État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)		
75 840 \$		(143) \$

**21. Données budgétaires**

Le budget présenté à titre comparatif pour l'exercice 2013 est consolidé et correspond à l'addition, après élimination des transactions réciproques, du budget adopté par le conseil municipal pour l'exercice 2013 et les budgets des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable de la Ville tels qu'adoptés par leurs conseils respectifs pour l'exercice 2013.

Ces données sont présentées pour fins d'information et le rapport de l'auditeur ne porte pas sur ces données.

**22. Instruments financiers**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 378 570	1 166 988
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 652 348	1 691 323
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	( 1 939 969 )	( 31 303 )
Financement des investissements en cours	(445 273)	(344 042)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	43 965 041	41 828 067
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	44 610 717	44 311 033

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Immobilisations	200 000	431 000
- Eaux usées	125 000	75 000
- Entretien cours d'eau	31 500	
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
	356 500	506 000

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- RIEP	164 206	137 915
- CIT	25 020	16 855
- R.Gare	8 400	1 119
	197 626	155 889

Réserves financières

-		
-		
-		
-		
-		

Fonds réservés

Fonds de roulement	472 693	406 482
Fonds parcs et terrains de jeux	409 427	317 300
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques		
Société québécoise d'assainissement des eaux		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	80 584	83 324
Financement des activités de fonctionnement	132 382	222 328
Autres		
- Soldes disp non utilisés	3 136	
-		
-		
-		
	1 098 222	1 029 434
	1 652 348	1 691 323

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	40 )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( 40 928 ) ( )	42 760 )
Régimes non capitalisés	43 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) ( )	( )
Autres	45 ( 10 865 ) ( )	( 11 497 )
Régimes non capitalisés	46 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Autres		
-	48 ( ) ( )	( )
-	49 ( ) ( )	( )
	50 ( 30 063 ) ( )	31 303 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 ( 1 909 906 ) ( )	( )
	52 ( 1 939 969 ) ( )	31 303 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	53	(26 481)
Investissements à financer	54 ( 445 273 ) ( )	317 561 )
	55 (445 273)	(344 042)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 77 878 916	79 281 440
Propriétés destinées à la revente	57 671 303	434 475
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 78 550 219	79 715 915
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 39 492 271	41 911 605
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 132 382	222 328
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 ( 3 994 669 ) ( )	4 479 130 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 ( 1 044 806 ) ( )	(45 017 )
	66 34 585 178	37 699 820
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	188 028
	68 34 585 178	37 887 848
	69 43 965 041	41 828 067

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>          3          </u>	2 <u>                          </u>	3 <u>                          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: Le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnus antérieurement au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B, et C du règlement du régime.

Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de retraite de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge et les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipé

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de la retraite facultative.

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C de règlement du régime. Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédent la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédent la date de retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

b) Rente de raccordement

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: 0,5% de la moyenne des

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception: 0,35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les employés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: La rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnus antérieurs au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telle que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008: Les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et les préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

9. Règle du 50% (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnus à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

a) Cotisations salariales:

Pour les années de services reconnus antérieures au 1er janvier 2008: En fonction des dispositions du régime antérieur applicables, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnus à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 9% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9.5% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2010, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 8.65% à l'égard des services postérieurs à la date d'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'exécant d'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédant, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (129 653)	(82 449)
Charge de l'exercice	5 ( 172 398 )	( 157 825 )
Cotisations versées par l'employeur	6 184 307	110 621
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(117 744)</u>	<u>(129 653)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 3 098 661	2 695 255
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>3 612 083</u> )	( <u>3 198 238</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( <u>513 422</u> )	( <u>502 983</u> )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>395 678</u>	<u>373 330</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (117 744)	(129 653)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(117 744)</u>	<u>(129 653)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 3 098 661	2 695 255
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>3 612 083</u> )	( <u>3 198 238</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>513 422</u> )	( <u>502 983</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 212 089	204 750
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>212 089</u>	<u>204 750</u>
Cotisations salariales des employés	21 ( 101 750 )	( 99 124 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( )	( )
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 <u>110 339</u>	<u>105 626</u>
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 26 161	21 099
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26	
Variation de la provision pour moins-value	27	
Autres	28	
- Variation QP	29 2 288	1 561
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>138 788</u>	<u>128 286</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 204 990	181 627
Rendement espéré des actifs	33 ( <u>171 380</u> )	( <u>152 088</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>33 610</u>	<u>29 539</u>
Charge de l'exercice	35 <u>172 398</u>	<u>157 825</u>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 129 462	85 560
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 171 380 )	( 152 088 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (41 918)	(66 528)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 59 683	59 208
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 3 202 891	2 641 903
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	16
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2013	2012
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( )	( )
Charge de l'exercice	58 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	( )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Le Régime de retraite par financement salarial (RRFS) de la FTQ permet aux syndicats affiliés, qui n'ont pas accès à un régime de retraite à prestations déterminées auprès de leur employeur, d'avoir accès à un meilleur régime de retraite.

Le RRFS est un régime à prestations déterminées. Le RRFS propose une prestation pour les participants et une cotisation fixe pour la municipalité.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89 <u>38 869</u>	<u>                    </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 3

**Description des régimes et autres renseignements**

REER individuel, l'employeur contribue à 6% du salaire à un REER autogéré par chacun des employés. La contribution de l'employé au REER est d'un minimum de 1%. L'employeur remet 1 fois par mois sa contribution et celle du salarié au fiduciaire choisi par le salarié.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	<u>71 920</u>	<u>104 943</u>

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	<u>6 106</u>	<u>6 312</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	20 574	21 272
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>2 625</u>	<u>2 590</u>
98	<u>23 199</u>	<u>23 862</u>

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	39 019 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	445 273
Activités de fonctionnement à financer	3	823 826
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	3 968 824
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	(11 224)
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	36 330 499
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	562 711
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	36 893 210
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	113 387
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	37 006 597
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	37 006 597
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TAXES</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	7 607 871	7 780 923	7 310 199
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	269 552	276 664	276 085
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	7 877 423	8 057 587	7 586 284
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	717 425	751 578	762 568
Égout	11	345 332	365 721	339 770
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 083 767	1 134 054	1 091 415
Autres				
-Taxes usages accessoires	14	106 594	111 120	105 223
-Taxe cours d'eau	15	30 506	31 573	30 687
-Bacs roulants	16	15 000	15 750	16 350
Centres d'urgence 9-1-1	17	38 100	39 367	38 116
Service de la dette	18	928 301	940 691	908 749
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	3 265 025	3 389 854	3 292 878
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 265 025	3 389 854	3 292 878
	26	11 142 448	11 447 441	10 879 162

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	27 974	37 363	15 771
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	153 739	199 265	157 149
	35	181 713	236 628	172 920
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	181 713	236 628	172 920
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41		2 002	2 099
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		954	959
Taxes d'affaires	43			
	44		2 956	3 058
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	1 834		
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	1 149		
	47	2 983		
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	184 696	239 584	175 978



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	1 200	2 159	1 567
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	10 000	57 269	72 000
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68		1 656	2 441
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	86 627	43 843	110 241
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			31 658
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			304 988
Promotion et développement économique	84			
Autres	85	375 007	661 763	661 763
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	854	48 835	6 196
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	54 107	53 557	56 410
Autres	88	3 250	13 100	24 750
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	531 045	882 182	610 251

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	124 110	124 110	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		(40 812)	12 762
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	9 225	9 225	10 183
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	216 861	216 861	373 131
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	350 196	309 384	396 076

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	497 300	520 438	520 438
Programme d'aide financière aux MRC	136			431 005
Autres	137			
	138	497 300	520 438	520 438
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	1 028 345	1 752 816	1 712 225
				1 437 332

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			840
Autres	153			
	154			840
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181			840

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	10 500	12 805	13 975
Sécurité publique	183	18 000	32 085	23 750
Transport				
Réseau routier	184	35 000	76 765	76 765
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		26 008	31 784
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			115 303
Hygiène du milieu	190	65 000	43 439	68 149
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		550	82
Loisirs et culture	193	86 537	92 353	183 086
Réseau d'électricité	194			
	195	215 037	257 997	436 129
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	215 037	257 997	436 969
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	76 576	65 116	64 205
Droits de mutation immobilière	198	410 000	700 312	773 922
Droits sur les carrières et sablières	199	125 612	125 612	69 005
Autres	200	350	1 665	1 665
	201	612 538	892 705	907 132
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	45 000	51 849	150 502
<b>INTÉRÊTS</b>	203	75 250	85 935	87 088
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(3 357)	1 494
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			44 865
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres	210	62 200	146 744	254 782
	211	62 200	146 744	301 141

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	220 521	200 617		200 617	200 617	208 881
Application de la loi	2	44 660	36 110		36 110	36 110	42 821
Gestion financière et administrative	3	1 034 009	1 016 228	152 222	1 168 450	1 168 450	1 073 742
Greffe	4	36 612	41 171		41 171	41 171	
Évaluation	5	134 751	287 786		287 786	287 786	114 722
Gestion du personnel	6	6 500	2 571		2 571	2 571	22 799
Autres	7	388 454	382 985		382 985	382 985	412 125
	8	1 865 507	1 967 468	152 222	2 119 690	2 119 690	1 875 090
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	1 498 033	1 499 300		1 499 300	1 634 628	1 514 692
Sécurité incendie	10	343 907	415 539	120 055	535 594	535 594	462 505
Sécurité civile	11	3 108	2 828		2 828	2 828	2 776
Autres	12	139 132	136 898		136 898	136 898	127 550
	13	1 984 180	2 054 565	120 055	2 174 620	2 309 948	2 107 523
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 185 039	1 298 015	986 109	2 284 124	2 284 124	1 883 137
Enlèvement de la neige	15	252 753	240 961	3 753	244 714	244 714	239 416
Éclairage des rues	16	49 500	55 252	31 123	86 375	86 375	75 740
Circulation et stationnement	17	21 275	27 363		27 363	27 363	3 946
Transport collectif							
Transport en commun	18	404 867	296 266		296 266	308 025	461 409
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 913 434	1 917 857	1 020 985	2 938 842	2 950 601	2 663 648

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	294 215	296 785		296 785	309 790
Réseau de distribution de l'eau potable	24	264 125	244 605	308 857	553 462	563 137
Traitement des eaux usées	25	78 840	84 690	32 366	117 056	82 439
Réseaux d'égout	26	55 003	73 006	811 686	884 692	789 144
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	825 584	898 460		898 460	868 456
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	343 099	367 650		367 650	346 684
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	7 550	7 857		7 857	8 822
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	1 868 416	1 973 053	1 152 909	3 125 962	2 968 472
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 029 556	253 887	3 256	257 143	225 446
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	20 695	20 695		20 695	19 548
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51		1 322 149		1 322 149	659 611
	52	1 050 251	1 596 731	3 256	1 599 987	904 605

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	113 232	135 583	46 885	182 468	182 468	144 563
Patinoires intérieures et extérieures	54	84 950	74 761	4 097	78 858	78 858	86 670
Piscines, plages et ports de plaisance	55	60 197	52 505	43 389	95 894	95 894	89 728
Parcs et terrains de jeux	56	186 803	182 860	81 911	264 771	264 771	306 594
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	53 215	50 972		50 972	50 972	47 924
	60	498 397	496 681	176 282	672 963	672 963	675 479
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	9 338	5 565		5 565	5 565	6 991
Bibliothèques	62	282 097	295 679	67 158	362 837	362 837	315 062
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	200	200		200	200	200
Autres	65	130 644	127 155		127 155	127 155	101 498
	66	422 279	428 599	67 158	495 757	495 757	423 751
	67	920 676	925 280	243 440	1 168 720	1 168 720	1 099 230
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 141 766	1 118 345		1 118 345	1 122 616	1 341 165
Autres frais	70	205 005	257 619		257 619	257 620	156 212
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					33 610	29 539
Autres	72	15 000	3 735		3 735	3 793	2 120
	73	1 361 771	1 379 699		1 379 699	1 417 639	1 529 036
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
74	2 080 723	2 692 867	( 2 692 867 )				



## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de St-Amable (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

---

*Moraceu, Boiselle,  
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

*Robert Brunelle, CPA auditeur, CA*

Par Robert Brunelle, CPA auditeur, CA

Montréal

DATE 2013-06-03

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	11 447 441
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
<b>Revenus de taxes</b>	11	11 447 441

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	11 447 441
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>11 447 441</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	169 867		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	39 367		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10	<u>209 234</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>11 238 207</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	1	940 425 900
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	2	971 538 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	955 982 150

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	11 238 207
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	955 982 150
<b>Taux global de taxation réel de 2013</b>	6	<div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">  </div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">1</div> <span style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">,</span> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">1</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">7</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">5</div> <div style="border: 1px solid black; display: inline-block; padding: 2px;">6</div> <span style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">/</span> 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2		44 996	37 053
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	651 716	660 597	2 933 848
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			121 482
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	20 000	8 134	1 540
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	4 000	75 139	51 329
Autres infrastructures	11		51 871	16 733
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		430 103	19 606
Édifices communautaires et récréatifs	14	15 000	29 130	124 578
Améliorations locatives	15		439	612
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	30 000	33 770	7 472
Ameublement et équipement de bureau	18	15 955	22 750	14 529
Machinerie, outillage et équipement divers	19	7 000	90 603	37 906
Terrains	20		154 652	1 350
Autres	21		134	
	22	743 671	1 556 749	3 368 038

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		44 996	37 053
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		660 597	2 933 848
Autres infrastructures	27		135 144	191 084
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		761 008	206 053
	34		1 556 749	3 368 038

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	42 103 189	155 450	2 657 792	39 600 847
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	30 744	21 231	28 169	23 806
Autres	6				
	7	42 133 933	176 681	2 685 961	39 624 653
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9		3 743		3 743
Réserves financières et fonds réservés	10	1 734	1 035	639	2 130
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	14 528 670		1 403 677	13 124 993
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	23 124 399	134 834	760 115	22 499 118
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	37 654 803	139 612	2 164 431	35 629 984
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 341 419	37 069	372 595	4 005 893
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 341 419	37 069	372 595	4 005 893
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20	137 711		148 935	(11 224)
	21	4 479 130	37 069	521 530	3 994 669
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 479 130	37 069	521 530	3 994 669
	26	42 133 933	176 681	2 685 961	39 624 653
Dettes en cours de refinancement	27	(                    )		(                    )	
	28	42 133 933	176 681	2 685 961	39 624 653

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1	44 660	36 110	42 821
Évaluation	2	2 067	2 067	2 043
Autres	3	235 425	228 094	220 250
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	1 498 033	1 499 300	39 367
Sécurité incendie	5	5 390	4 806	4 996
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	483 075	294 281	109 798
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	449 540	449 540	99 939
Matières résiduelles	12	1 168 683	1 266 110	1 215 147
Cours d'eau	13	7 550	7 857	8 822
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	14 801	14 801	12 968
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	20 695	20 695	19 548
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	3 929 919	3 823 661	1 736 332

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	8,57	35,00	647 914	127 551	775 465
Professionnels	2	3,00	37,50	195 512	41 993	237 505
Cols blancs	3	10,93	35,00	461 766	108 828	570 594
Cols bleus	4	17,06	40,00	703 164	174 249	877 413
Policiers	5					
Pompiers	6	4,23	35,00	189 073	18 149	207 222
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	43,79		2 197 429	470 770	2 668 199
Élus	9	7,00		140 858	27 657	168 515
	10	50,79		2 338 287	498 427	2 836 714

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	1 656	9 225		10 881
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	43 843	216 861		260 704
Autres	16	835 438	644 548	1 245	1 481 231
	17	880 937	870 634	1 245	1 752 816

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	36 110	27		53	36 110	79		105	36 110	131
Évaluation	2	287 786	28		54	287 786	80		106	287 786	132
Autres	3	1 643 572	29	152 222	55	1 795 794	81	12 805	107	1 782 989	133
	4	1 967 468	30	152 222	56	2 119 690	82	12 805	108	2 106 885	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	1 499 300	31		57	1 499 300	83		109	1 499 300	135
Sécurité incendie	6	415 539	32	120 055	58	535 594	84	32 085	110	503 509	136
Sécurité civile	7	2 828	33		59	2 828	85		111	2 828	137
Autres	8	136 898	34		60	136 898	86		112	136 898	138
	9	2 054 565	35	120 055	61	2 174 620	87	32 085	113	2 142 535	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 298 015	36	986 109	62	2 284 124	88	76 765	114	2 207 359	140
Enlèvement de la neige	11	240 961	37	3 753	63	244 714	89		115	244 714	141
Autres	12	82 615	38	31 123	64	113 738	90		116	113 738	142
Transport collectif	13	296 266	39		65	296 266	91		117	296 266	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 917 857	41	1 020 985	67	2 938 842	93	76 765	119	2 862 077	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	296 785	42		68	296 785	94		120	296 785	146
Traitement des eaux usées	17	244 605	43	308 857	69	553 462	95	43 439	121	510 023	147
Réseaux d'égout	18	84 690	44	32 366	70	117 056	96		122	117 056	148
Autres	19	73 006	45	811 686	71	884 692	97		123	884 692	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	898 460	46		72	898 460	98		124	898 460	150
Matières recyclables	21	367 650	47		73	367 650	99		125	367 650	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	7 857	49		75	7 857	101		127	7 857	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	1 973 053	52	1 152 909	78	3 125 962	104	43 439	130	3 082 523	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172	187		202		217			232
Sécurité du revenu	158		173	188		203		218			233
Autres	159		174	189		204		219			234
	160		175	190		205		220			235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	253 887	176	3 256 191	257 143	206		221	257 143	236	76 218
Rénovation urbaine	162		177	192	207			222			237
Promotion et développement économique	163	20 695	178	193	20 695	208		223	20 695	238	
Autres	164	1 322 149	179	194	1 322 149	209		550 224	1 321 599	239	
	165	1 596 731	180	3 256 195	1 599 987	210		550 225	1 599 437	240	76 218
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	496 681	181	176 282 196	672 963	211		59 309 226	613 654	241	28 504
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	295 679	182	67 158 197	362 837	212		13 125 227	349 712	242	57 340
Autres	168	132 920	183	198	132 920	213		19 919 228	113 001	243	
	169	925 280	184	243 440 199	1 168 720	214		92 353 229	1 076 367	244	85 844
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185	200		215		230			245
	171	10 434 954	186	2 692 867 201	13 127 821	216		257 997 231	12 869 824	246	1 379 699

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Rémunération</b>	1	45 802	341 964
<b>Charges sociales</b>	2	13 514	74 548
<b>Biens et services</b>	3	1 497 433	2 860 460
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	1 556 749	3 276 972

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		2013	2012
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	837 735	710 413
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	837 735	710 413
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	439 106	608 322
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(3 136)	
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(181 500)	(481 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	254 470	127 322
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	1 092 205	837 735
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	506 000	75 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	506 000	75 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(331 000)	(50 000)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	181 500	481 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(149 500)	431 000
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	356 500	506 000
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 005 099	811 456
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 005 099	811 456
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	72 317	218 491
Activités d'investissement	27		(51 329)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		26 481
	30	72 317	193 643
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 077 416	1 005 099



**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

		2013	2012
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(1 346 719)	
Solde redressé au début de l'exercice	34	(1 346 719)	( )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	( )	( )
	40	( )	( )
	41	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	635 797	( )
	43	635 797	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	44		
	45	72 610	
	46	72 610	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	47	(1 909 906)	( )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	48	(323 154)	(704 395)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(323 154)	(704 395)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	51	(122 119)	407 722
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
	52		
Excédent de fonctionnement affecté			
	53		
Réserves financières et fonds réservés			
	54		(26 481)
	55	(122 119)	381 241
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	56	(445 273)	(323 154)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	57	40 454 622	40 365 899
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	1 346 719	
Solde redressé au début de l'exercice	59	41 801 341	40 365 899
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
	60		
Excédent de fonctionnement affecté			
	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	875 570	88 723
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	63	42 676 911	40 454 622

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>600 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>600 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>600 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

	<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Redressement aux exercices antérieurs (note 20)</b>	<b>Règlements d'emprunt fermés</b>		<b>Utilisation de l'exercice</b>	<b>Transferts</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
			<b>Activités de fonctionnement</b>	<b>Activités d'in- vestissement</b>			
Montant non réservé	1 81 590	2	3	4	5	3 136	6 7 78 454
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 81 590	16	17	18	19	3 136	20 21 78 454

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>			
	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>			
	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 7   8   3   0 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7   8   3   0 □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 1   4   1   2 □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 1   4   1   2 □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 0 , □ 7   8   3   0 □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 7   8   3   0 □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1 0 5  ,  0 0  \$
Égout	2	1 1 6  ,  0 0  \$
Eau et égout	3	,         \$
Traitement des eaux usées	4	,         \$
Matières résiduelles	5	2 5 6  ,  1 1  \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
R160-87 Taxe pour la rue Principale sec1	,0081	1	
R160-87 Taxe pour la rue Principale sec2	,0022	1	
R160-87 Taxe pour la rue Principale sec3	,0009	1	
R454-00 Taxe d'égout de secteur B	,0044	1	
R454-00 Taxe d'égout de secteur C	54,9500	7	unité
R454-00 Taxe d'égout de secteur E	81,6900	7	unité
R480-01 Canalisation arrières lots Cagou	60,2400	4	
R485-02 Taxe d'égout de secteur Sanitaire	231,2100	7	point
R485-02 Taxe d'égout de secteur Pluvial	178,8600	7	point
R529-04 Égout pluvial Évaluation	,0549	1	
R529-04 Égout pluvial Frontage	3,3390	3	
R537-04 Taxe d'égout de secteur Sanitaire	231,2100	7	point
R540-04 Égout pluvial Évaluation	,0592	1	
R540-04 Égout pluvial Frontage	3,4928	3	
R556-05 Égout pluvial Évaluation	,0610	1	
R556-05 Égout pluvial Frontage	3,4358	3	
R558-05 Canalisation arrières lots Brion	,0252	1	
R558-05 Canalisation arrières lots Brion	3,0958	3	
R566-05 Canalisation arrières lots Alain	297,7300	4	
R579-06 Taxe d'égout de secteur Sanitaire	16,2580	3	
R580-06 Égout pluvial Évaluation	,0610	1	
R580-06 Égout pluvial Frontage	3,4347	3	
R582-06 Égout pluvial Évaluation	,0261	1	
R582-06 Égout pluvial Frontage	2,7820	3	
R610-08 Luminaires section A annexe B	89,8400	4	
R610-08 Bordure de rue sect. C ann. D	77,9400	4	
R610-08 Bordure de rue sect. D ann. E	47,9600	7	logement
R611-08 Bordures et trottoirs de béton	108,3500	4	
R613-08 Taxe d'égout de secteur Sanitaire	255,3600	7	point
R623-09 Taxe d'égout de secteur Sanitaire	282,7300	7	point

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
R623-09 Égout pluvial Évaluation	,0752	1	
R623-09 Égout pluvial Frontage	5,6127	3	
R625-09 Trottoirs de béton et lumin.	17,7000	3	
R641-10 Luminaires de rues	79,4000	4	
R642-10 Luminaires de rue	57,8900	4	
R647-10 Taxe pour les usages accessoireR	361,1100	7	résidence
R647-10 Taxe pour les usages accessoireD	477,1100	7	résidence
R652-10 Taxe pavage rue Hervé	,1170	1	
R655-10 Canalisation branche 30 cours	5 864,3700	7	pourcentage
R661-11 Taxe d'égout de secteur Sanitair	179,5000	7	point
R661-11 Égout pluvial Évaluation	,0678	1	
R661-11 Égout pluvial Frontage	2,9040	3	
R661-11 Bordures et trottoirs de béton	74,2400	4	
Taxe de consommation d'eau	,3100	7	mètre <sup>3</sup>
Cours d'eau	7,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	137 709	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 575 rue Principale  
(no) (rue)  
Saint-Amable J0L 1N0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 649-3555  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-0728  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jdesmarais@st-amable.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Carmen McDuff

Téléphone (450) 649-3555  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 922-0728  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel cmcduff@st-amable.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Moreau, Boisselle, Brunelle & Ass.

Titre CPA, auditeur CA

Adresse 4510 ave. Papineau  
(no) (rue)  
Montreal H2H 1V1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 521-4077  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 521-4986  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@mbba.ca

Responsable du dossier Robert Arbour, CPA,CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Josée Desmarais , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Amable pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Amable consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Amable détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 397 307 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de 1,1756 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-17 13:34:53

Date de transmission au Ministère :

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : Saint-Amable

---

Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>						
Fonctionnement	1	13 811 984	13 365 514	14 524 875	2 294 325	14 735 474
Investissement	2	383 314		350 196	4 184	354 380
	3	14 195 298	13 365 514	14 875 071	2 298 509	15 089 854
<b>Charges</b>	4	12 973 369	13 044 958	14 507 520	2 268 753	14 692 547
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	1 221 929	320 556	367 551	29 756	397 307
Moins : revenus d'investissement	6	( 383 314 )	( )	( 350 196 )	( 4 184 )	( 354 380 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	838 615	320 556	17 355	25 572	42 927
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>						
Amortissement des immobilisations	8	2 286 216	2 080 723	2 692 867	161 983	2 854 850
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	351 644	360 000	635 797		635 797
Remboursement de la dette à long terme	10	( 1 762 416 )	( 1 947 470 )	( 1 947 470 )	( 97 781 )	( 2 045 251 )
Affectations						
Activités d'investissement	11	( 945 202 )	( 743 671 )	( 1 221 262 )	( 1 493 )	( 1 222 755 )
Excédent (déficit) accumulé	12	(168 491)	(70 138)	261 819	158 625	420 444
Autres éléments de conciliation	13	7 956			16 915	16 915
	14	(230 293)	(320 556)	421 751	238 249	660 000
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	608 322		439 106	263 821	702 927

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2012	2013	2012
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Débiteurs	1	6 152 137	5 692 884	5 935 187
Autres	2	1 466 905	4 113 536	4 807 534
	3	7 619 042	9 806 420	10 742 721
<b>Passifs</b>				
Dette à long terme	4	41 165 672	38 886 618	39 492 271
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			117 744
Autres	6	1 850 250	4 935 555	5 260 051
	7	43 015 922	43 822 173	44 870 066
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(35 396 880)	(34 015 753)	(34 127 345)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	9	77 162 063	76 025 945	77 878 916
Autres	10	715 119	837 661	859 146
	11	77 877 182	76 863 606	78 738 062
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	837 735	1 092 205	1 378 570
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	1 511 099	1 433 916	1 652 348
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	)	( 1 909 906 ) (	1 939 969 ) (
Financement des investissements en cours	15	(323 154)	(445 273)	(445 273)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	40 454 622	42 676 911	43 965 041
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			31 303 )
	18	42 480 302	42 847 853	(344 042)
				44 610 717
				44 311 033

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Immobilisations	19	200 000	431 000
- Eaux usées	20	125 000	75 000
- Entretien cours d'eau	21	31 500	
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	356 500	506 000
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	29	197 626	155 889
	30	554 126	661 889
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	31		
	32	1 098 222	1 029 434
	33	1 652 348	1 691 323

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	
<b>Fonctionnement</b>						
Taxes	1	10 879 162	11 142 448	11 447 441	11 447 441	
Compensations tenant lieu de taxes	2	175 978	184 696	239 584	239 584	
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 040 902	1 028 345	1 402 620	1 402 841	
Services rendus	5	404 344	215 037	257 997	284 005	
Autres	6	1 311 598	794 988	1 177 233	1 361 603	
	7	13 811 984	13 365 514	14 524 875	14 735 474	
<b>Investissement</b>						
Taxes	8					
Quotes-parts	9				44 996	
Transferts	10	383 314		350 196	309 384	
Autres	11					
	12	383 314		350 196	354 380	
	13	14 195 298	13 365 514	14 875 071	15 089 854	

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	134 751	287 786		287 786	114 722
Autres	2	1 730 756	1 679 682	152 222	1 831 904	1 760 368
Sécurité publique						
Police	3	1 498 033	1 499 300		1 634 628	1 514 692
Sécurité incendie	4	343 907	415 539	120 055	535 594	462 505
Autres	5	142 240	139 726		139 726	130 326
Transport						
Réseau routier	6	1 508 567	1 621 591	1 020 985	2 642 576	2 202 239
Transport collectif	7	404 867	296 266		296 266	461 409
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	692 183	699 086	1 152 909	1 851 995	1 744 510
Matières résiduelles	10	1 168 683	1 266 110		1 266 110	1 215 140
Autres	11	7 550	7 857		7 857	8 822
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	1 029 556	253 887	3 256	257 143	225 446
Promotion et développement économique	14	20 695	20 695		20 695	19 548
Autres	15		1 322 149		1 322 149	659 611
Loisirs et culture	16	920 676	925 280	243 440	1 168 720	1 099 230
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 361 771	1 379 699		1 379 699	1 529 036
Amortissement des immobilisations	19	2 080 723	2 692 867	( 2 692 867 )		
	20	13 044 958	14 507 520		14 507 520	13 147 604

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3